



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 50 / Avril 2017



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



La RDC a signé un mémorandum d'entente avec TMEA

La cérémonie a pris place à Kinshasa. Le ministre des Finances congolais, Henri Yav Mulang, a signé au nom de la RDC et Mr. David Stanton, Directeur général de TradeMark East Africa (TMEA), au nom de l'organisation. TMEA, dont les Pays-Bas est l'un des principaux bailleurs de fonds, vise à faciliter le commerce, améliorer la compétitivité des entreprises et promouvoir l'intégration régionale au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est. Pour la deuxième phase du programme (2017-2023), l'objectif est de créer 2 millions d'emplois et de sortir 5 millions de personnes de la pauvreté. La thématique 'Genre' sera intégrée dans la programme et TMEA développera une approche pour les Etats fragiles comme le Burundi, la RDC et le Soudan du Sud.

En RDC, le programme va entraîner des travaux d'infrastructure sur les postes frontières sélectionnés et au port de Kalundu. Il y aura aussi du travail sur l'environnement commercial, y-inclus les douanes (DGDA), le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour le commerce, et un soutien aux femmes engagées dans le commerce transfrontalier. Pendant la première phase du programme (2010-2016), TMEA a été active au Burundi, au Kenya, au Rwanda, au Sud Soudan, en Tanzanie et en Ouganda. Dans ces pays, il y a eu une augmentation du commerce, un accroissement des exportations inter-régionales comparativement aux exportations totales, une réduction de temps d'importation ou des exportations par conteneur, et finalement une réduction de traversée de certaines frontières.

Actualités néerlandaises

- PAGE 2**
- PUM: la RDC sur la liste d'attente de PUM
 - Les élections néerlandaises : Mark Rutte cherche une coalition stable de quatre partis
 - Air France-KLM condamnée à une amende € 300 mln
 - L'ancien premier ministre rejoindra le conseil d'administration d'ING
 - Premières acquisitions de Rabobank en Afrique

Actualités en RDC

- PAGE 3**
- La BCC préconise une nouvelle présentation des billets de francs congolais d'ici 2018
 - Minerais de sang, un premier pas vers son exclusion du marché européen
 - Crainte d'une forte baisse de la production d'électricité
 - CAA renvoie 80% de son personnel en congé technique
 - Salaires en RDC: les syndicats menacent d'une grève générale
 - La Banque Mondiale va accorder 50 millions de dollars à la RDC
 - Kassim Tajeddine n'est pas propriétaire de Congo Futur, dicit son frère

Congo-Brazzaville

- PAGE 4**
- Le FMI entame des discussions sur une possible aide financière
 - Le centre de maintenance des avions chinois bientôt disponible à Brazzaville
 - Lancement d'un Fonds bleu pour le Bassin du Congo
 - La directrice générale d'ECAir veut rassurer la situation de la compagnie
 - Total lance la production du plus gros projet pétrolier du pays

PAGE 5 Post Scriptum

- L'initiative Global Compact/Pacte Mondial en RDC
- Informations Pratiques & Contact

La RDC sur la liste d'attente de PUM



La RDC est un pays phare du programme PUM : elle devrait se retrouver sur la liste, mais la PUM ne veut pas y investir en ce moment. Ceci est le résultat d'un examen du portefeuille et des méthodes de PUM. Pour permettre un soutien plus efficace aux PME des pays à faible revenu et en développement, le PUM veut limiter ses services à quatre catégories : la sécurité alimentaire, la santé et l'environnement, le commerce et l'industrie, et les services. Le PUM veut se focaliser principalement sur 30 pays.

L'organisation veut continuer à réaliser la moitié de son portefeuille dans les pays les moins avancés (PMA), en particulier en Afrique. Elle veut coopérer plus étroitement avec d'autres secteurs, comme le Centre de Promotion des Importations des Pays en Développement (CBI) et le PNUD. Une attention plus grande sera donnée au chômage des jeunes et aux jeunes professionnels. Le projet Making Africa Work vise à mettre en relation les jeunes entrepreneurs des Pays-Bas et de l'Afrique. Les résultats de ce projet seront utilisés pour définir la future stratégie du PUM. (Source : DDE_BUZA/PUM. Photo: PUM.nl)

Premières acquisitions de Rabobank en Afrique



Avec deux de ses partenaires en Afrique, Rabobank a acheté des parts dans une banque au Ghana et négocié pour une nouvelle acquisition en Ouganda. Ce sont les premières étapes que la Rabobank a entreprise sur le continent africain, dans sa nouvelle coopération avec les banques de développement FMO (les Pays-Bas) et Norfund (la Norvège). L'année passée, les trois organisations ont décidées de créer un nouvel instrument Arise, pour servir ses intérêts en Afrique. Actuellement, elle pèse 660 millions d'USD et couvre plus de vingt pays africains.

Au Ghana, Arise a acheté 27,7% du stock de la banque ghanéenne CAL, représentant un coût de 24 millions d'euros. En Ouganda, Arise a repris Crane Bank, pour laquelle 50 millions d'USD a été mis à disposition. La banque locale DFCU, qui s'était déjà chargée de quelques activités de Crane Bank, tend à devenir la deuxième plus grande banque en Ouganda, grâce à l'acquisition. (Source : fd.nl. Photo: Rabobank.com)

Les élections néerlandaises : Mark Rutte cherche une coalition stable de quatre partis



Suite aux résultats des dernières élections, le premier ministre Mark Rutte souhaite former une coalition majoritaire stable de quatre parties. Rutte a réaffirmé sa promesse pré-électorale, qu'il ne travaillerait pas dans un gouvernement avec le parti anti-islamique PVV de Geert Wilders. La coalition la plus probable serait composée des démocrates-chrétiens et D66, avec un quatrième parti. Rutte a identifié cinq points prioritaires : réduire le fardeau fiscal des classes moyennes, investir dans les soins pour les personnes âgées, remplacer les combustibles fossiles par l'énergie renouvelable, améliorer les conditions de travail des employés et augmenter le budget de la défense et la police.

Le VVD, parti de M. Rutte, a gagné 33 sièges aux élections, tandis que les démocrates-chrétiens et le D66 en ont eu 19 au total. Les 5 sièges de ChristenUnie (Union chrétienne) seraient suffisant pour atteindre la majorité, tandis qu'avec les 14 sièges de GroenLinks (Gauche Verte), ils pourraient s'assurer une majorité confortable mais ils ont des différences idéologiques. Le SP (Parti Socialiste) a fini avec 14 sièges, alors que le parti travailliste (PvdA) a connu une grande défaite en passant de 38 sièges à 9. (Source : DutchNews.nl. Photo: Volkskrant.nl)

L'ancien premier ministre rejoindra le conseil d'administration d'ING

Un ancien premier ministre et un ancien ministre des affaires économiques sont parmi les trois nominations pour faire partie des nouveaux membres du conseil d'administration d'ING. Jan Peter Balkenende, qui était premier ministre pour le CDA entre 2002 et 2010, est actuellement professeur de gouvernance à l'université Erasmus à Rotterdam et conseiller pour Ernst & Young. Sur la liste des nominations se trouve aussi Hans Wijers, ancien ministre des affaires économiques pour D66, de 1994 à 1998, et directeur général d'Akzo Nobel, de 2003 à 2012. Aujourd'hui il fait partie du conseil d'administration de Heineken et président suppléant de Shell.

Le troisième nommé est l'autrichienne Margarete Haasa, actuellement directrice financière de Deutz AG. Les nominations seront toutes votées à la banque AGM le 8 mai. Si c'est approuvé, Balkenende rejoindra le conseil immédiatement et Wijers en septembre. Wijers devrait succéder au président actuel, Jeroen van der Veer. Haasa rejoindra la banque plus tard. (Source: DutchNews.nl)

Air France-KLM condamnée à une amende € 300 mln



La compagnie aérienne Air France-KLM a été sanctionnée pour sa participation à un cartel de fret aérien international. La Commission Européenne (CE) a annoncé qu'onze sociétés de fret aérien recevront une amende totale de € 776.465 millions, parce qu'elles ont participé à un cartel avec des accords sur les prix. La décision originale de la CE de 2010 avait été annulée pour des raisons de procédure.

Air France-KLM doit payer plus de € 300 millions, dont € 127 millions par sa branche néerlandaise. Entre décembre 1999 et février 2006, le cartel a opéré sur le marché du fret aérien sur des vols de, vers et au sein de l'Espace Economique Européen (EEE). Les accords d'entente comprenaient aussi bien des contrats bilatéraux que multilatéraux pour déterminer les frais de carburant et de sécurité. Face à cette décision, Air France-KLM a dit qu'il considère 'des prochaines étapes possibles'. Le groupe s'attendait à une telle décision. KLM s'est exprimé sur le fait qu'il reconnaît l'importance des règles strictes de compétition européenne et une égalité de chances entre les compagnies aériennes. (Source : fd.nl. Photo: Zakenreis.nl)

Salaires en RDC: les syndicats menacent d'une grève générale

Agents de l'Etat et autres travailleurs du secteur privé menacent de décréter début avril prochain une grève générale illimitée. Ils accusent le gouvernement de ne pas se soucier le moins du monde des conditions sociales déplorables des populations. Les syndicats ont déposé leurs préavis de grève sur la table du premier ministre, Samy Badiabanga, qui a jusqu'au début du mois d'avril prochain pour désamorcer la grève.

Dans leurs préavis de grève, L'Intersyndicale nationale du Congo (INC) et la Dynamique des regroupements socio-professionnels, les deux principales coalitions des syndicats de la RDC, brossent un tableau sombre de la situation sociale des travailleurs. Selon Guy Kuku, président de la Confédération démocratique du travail et coordonnateur de l'INC, depuis le dernier Smig [salaire minimum interprofessionnel] qui était de trois dollars en 2008, les travailleurs ont perdu au moins cinquante % de leur pouvoir d'achat. Un fonctionnaire a un salaire de 60 000 francs congolais, moins de 50 dollars ». (Source : RFI)

La Banque Mondiale va accorder 50 millions de dollars à la RDC



L'accord conclu entre la Banque Mondiale et la RDC qui entre dans le cadre de la 7ème Revue du portefeuille de l'institution financière, a été supervisé par le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la RDC et le Congo, Ahmadou Moustapha N'Diaye. Lors des différents échanges, des recommandations importantes ont été formulées pour permettre une meilleure performance et une bonne résilience de l'économie congolaise.

Il s'agit entre autres de : la création de camps d'apprentissage aux métiers pour les jeunes, et la poursuite des efforts de pacification du pays pour susciter l'attractivité du pays aux investissements ; réformer les finances publiques du pays ; renforcer son système fiscal ; améliorer le climat des affaires pour favoriser la création des emplois de jeunes ; œuvrer à la décentralisation financière ; renforcer le processus fiscal pour optimiser les résultats. (Source : Financial Afrik. Photo: Gavi.org)

Kassim Tajeddine n'est pas propriétaire de Congo Futur, dixit son frère

L'homme d'affaires libanais Kassim Tajeddine, arrêté par la police marocaine à l'aéroport de Casablanca le 15 mars dernier, ne serait pas le propriétaire de la société Congo Futur, selon les dires de son frère Ahmed Tajeddine : «Le propriétaire de Congo Futur, c'est moi. Mon frère n'a jamais été ici [RDC]». Il était recherché depuis 2010 en vertu d'un mandat d'arrêt émis par un juge américain, le soupçonnant d'être impliqué dans le financement du Hezbollah. «Nous savons maintenant qu'il y a un ordre d'extradition des autorités américaines», a dit son avocat.

Le groupe Congo Futur est placé sous les sanctions ciblées depuis 2010 par le département du Trésor américain. Elle est accusée d'appartenir à un réseau d'entreprises contrôlées par les trois frères Tajeddine (Kassim, Husayn et Ali). Elles seraient des entreprises qui génèrent des «millions de dollars de financement» pour le Hezbollah. (Source : Radio Okapi)

La BCC préconise une nouvelle présentation des billets de francs congolais d'ici 2018



La Banque centrale du Congo (BCC) préconise à partir de janvier 2018, un changement de la présentation des billets du franc congolais et le renforcement de ses éléments de sécurité en vue d'éviter la contrefaçon. Selon une source proche du gouverneur de la BCC, Déogratias Mutombo, de nouvelles machines de production des billets des banques ont été achetées pour remplacer les anciennes dont certaines sont en service depuis plus de 42 ans à l'hôtel des monnaies.

Il a relevé que les billets de banque actuellement en circulation ont été imprimés en 2005 et mis en circulation en 2012. Les nouvelles machines permettront à ce que toute production de la monnaie se fasse à la machine, car le travail de finition de billets se fait actuellement d'une façon manuelle. La BCC a décidé de procéder au broyage des billets de banque retirés de la circulation au lieu de les incinérer. (Source : ACP. Photo: Oeildafrique.com)

Minerais de sang, un premier pas vers son exclusion du marché européen

Les eurodéputés ont voté un règlement visant à exclure du marché européen les minerais issus des zones de conflit. Le texte, moins ambitieux que le projet initial du Parlement, a pour objectif de faire cesser les violations des droits humains engendrées par ce commerce. Cette réglementation sur les "minerais de sang", qui entrera en vigueur en janvier 2021, sera contraignante pour les entreprises importatrices de l'UE qui se trouvent au début de la chaîne de production, y compris les fondries et les raffineries.

Elles devront s'assurer et garantir qu'il n'y a pas de lien entre leur chaîne d'approvisionnement et les conflits armés, selon ce texte négocié depuis trois ans entre la Commission, les Etats membres et le Parlement, sous une forte pression des lobbies industriels. L'euro-député écologiste français, Yannick Jadot, a regretté une autre "lacune", qui exempte la grande majorité des "entreprises en aval" fabriquant des produits de consommation finale, comme les tablettes ou smartphones. (Source: RTBF, Le Vif)

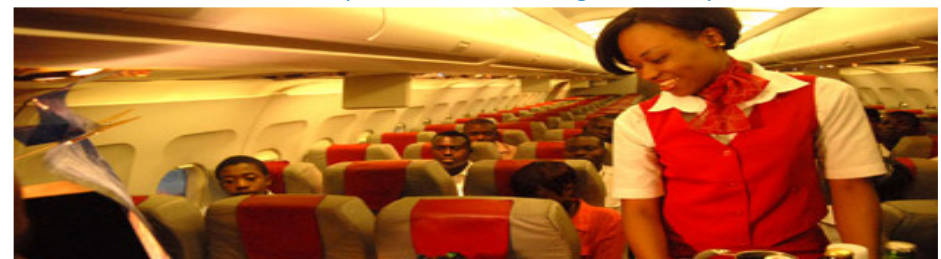
Crainte d'une forte baisse de la production d'électricité

La société nationale d'électricité (SNEL) a annoncé qu'elle devrait réduire à "près de la moitié" sa production si la baisse du niveau des eaux du fleuve Congo continuait. Elle sera contrainte de limiter le fonctionnement de ses machines", a déclaré Médard Kitakani, porte-parole de la SNEL. "La perte de production pourrait se situer entre 350 et 400 mégawatts selon nos propres estimations alors que la production actuelle oscille autour de 900 mégawatts", a ajouté M. Kitakani.

L'essentiel de la production en RDC est réalisée par deux centrales hydroélectriques vieillissantes situées sur le Congo, à 260 km en aval de Kinshasa, à côté d'une dizaine d'autres petites centrales disséminées à travers le pays.

La RDC est classée parmi les États africains disposant d'un faible taux de desserte en électricité qui varie entre 9 et 15% pour ses 70 millions d'habitants malgré un important potentiel hydroélectrique non exploité. (Source : ACP)

CAA renvoie 80% de son personnel en congé technique



Au moins 700 agents de la Compagnie africaine d'aviation (CAA), soit 80% du personnel ont été envoyés en congé technique depuis le début de l'année en cours. A la base de cette situation, toute la flotte de CAA n'est pas opérationnelle. Pour remplacer l'ancien Airbus, actuellement en check, un Airbus A321 avait été acheté. Ce dernier ayant 18 ans d'âge, s'est vu refusé le certificat de navigabilité suite à un arrêté signé en 2012 par l'ancien ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba, interdisant l'importation des avions de plus de 15 ans.

Les syndicalistes soutiennent que cet arrêté n'a jamais été publié dans le journal officiel. Interrogé par Radio Okapi, le vice-premier ministre et ministre en charge des Transports et Voies de communication, José Makila, n'a pas voulu s'exprimer. La compagnie n'est restée qu'avec 2 Fokker 50 qui ne peuvent desservir les 24 destinations jadis exploitées. (Source: Radio Okapi. Photo: Wikiwand.com)

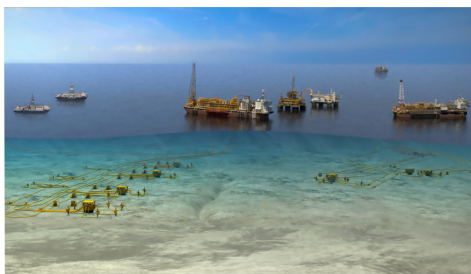
La directrice générale d'ECAir veut rassurer la situation de la compagnie



Un déficit abyssal, des centaines de salariés qui ne sont plus payés, des avions cloués au sol depuis le 10 octobre 2016. Voilà ce qui reste de la compagnie aérienne nationale du Congo Brazzaville, ECAir, lancée en grande pompe en 2011 et à grand renfort d'argent public, près de 500 millions d'euros.

Un rapport d'audit commandé en fin 2016 par le ministère des Finances, confié aux cabinets congolais Cacoges et Rainbow et rendu public en février 2017, met clairement en cause la gestion de l'entreprise en soulignant de possibles conflits d'intérêts avec certains partenaires, des anomalies dans les comptes, de nombreuses dépenses non justifiées, des charges d'exploitation exorbitantes, etc. La directrice générale d'ECAir, Fatima Beyina Moussa, affirme que tout cela n'est que mensonge et mauvaise foi. Et si la compagnie a fait faillite, ce serait faute de financements suffisants. Elle le prouve par le fait que, le célèbre cabinet d'audit Ernst & Young, certifiait chaque année les comptes de l'entreprise. (Source : RFI. Photo: Journalde-brazza.com)

Total lance la production du plus gros projet pétrolier du pays



Le géant pétrolier français, Total, a annoncé la mise en production du périmètre Moho Nord situé en eau profonde, à 75 km au large de Pointe-Noire. D'une capacité de production de 100 000 barils de pétrole par jour, le projet Moho Nord assurera au pays une place dans le peloton de tête des principaux producteurs du continent africain. A plein régime, Moho Nord devrait générer 140.000 b/j.

« Moho Nord est le plus gros développement pétrolier à ce jour en République du Congo. Vitrine de l'excellence opérationnelle offshore de Total, il consolide notre position de leader en Afrique », s'est ravi Arnaud Breuillac, le président de la branche E&P de Total. Et de poursuivre en expliquant qu'« il contribuera au renforcement des flux de trésorerie du groupe et à la croissance de sa production ». Les partenaires sont Chevron (31,5%) et la société d'Etat congolaise du pétrole (15%). (Source: Agence Ecofin. Photo: Total.com)

Le FMI entame des discussions sur une possible aide financière



Une délégation du Fonds monétaire international (FMI), présidée par l'économiste Abdoul Aziz Wane, était en visite à Brazzaville pour proposer une batterie de mesures d'ajustement pour la République du Congo. Si le FMI envisage d'aider financièrement la République Congo, c'est notamment parce qu'elle est confrontée à la chute des cours du pétrole qui affecte durement son économie. Le pays n'a désormais plus que deux mois de réserves sur ses importations.

« Le déclin au niveau international des prix du pétrole porte un coup significatif à l'économie » du Congo, qui s'est fortement contractée au cours de l'année écoulée, note Abdoul Aziz Wane. L'évolution défavorable des prix du pétrole est venue frapper le pays au moment même où il faisait des efforts pour améliorer ses infrastructures et accroître ses dépenses publiques. Ce retournement a eu pour effet de faire passer la dette publique à 77% du PIB et d'épuiser les réserves monétaires. (Source : Jeune Afrique. Photo: Africanmanager.com)

Le centre de maintenance des avions chinois bientôt disponible à Brazzaville

Le vice-président du groupe chinois AVIC International, Xu Bo, a annoncé l'achèvement d'ici le mois d'avril des travaux d'implantation d'un centre de maintenance aéronautique dans la capitale congolaise. « Nous avons évoqué la création d'une société de joint-venture pour l'exploitation du centre de maintenance aéronautique à Brazzaville », a déclaré Xu Bo à l'issue d'un échange avec le ministre congolais des transports Gilbert Mokoki.

Le dirigeant du groupe aéronautique chinois a également annoncé la formation dans les prochains mois de 50 pilotes congolais dans l'académie de pilotage de son groupe situé en Afrique du Sud, qui a une capacité de formation de 200 pilotes par an. Pour affermir les relations de coopération entre les deux parties dans le domaine de l'aviation civile, le dirigeant du groupe AVIC International a parlé de l'exploitation au Congo des aéronefs de type ASJ 21 fabriqués en Chine. D'une capacité de 85 à 90 places, ces avions peuvent voler plus de 3000 km. (Source: Xinhua)

Lancement d'un Fonds bleu pour le Bassin du Congo



Douze pays africains ont signé un mémorandum d'entente pour le lancement au Congo, à Oyo (400 km au nord de Brazzaville), un « Fonds bleu pour le Bassin du Congo » visant à subventionner des projets au profit des rivières. « L'initiative a deux grandes ambitions : la préservation des forêts et des eaux du Bassin du Congo, mais aussi aider les populations à accéder à une meilleure qualité de vie », a expliqué Benazir Hilali, coordonnatrice des projets à la Fondation Brazzaville.

Les projets éligibles aux financements du Fonds bleu sont ceux qui portent sur l'amélioration des voies navigables, la construction des petits barrages hydroélectriques, le renforcement des systèmes d'irrigation des sols, le développement de la pêche, de la pisciculture, de l'aquaculture et le développement de l'écotourisme, selon une note de présentation de l'initiative. « Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo sera alimenté sur la base des subventions, renouvelables chaque année, de 100 millions d'euros avec des engagements à long terme ». (Source: Sciences et Avenir. Photo: Radio Okapi)

POST SCRIPTUM

L'initiative Global Compact/Pacte Mondial en RDC



En quoi consiste cette initiative ?

Le Global Compact ou Pacte mondial, lancée en juillet 2000 par les Nations Unies, est la plus grande initiative de développement durable des entreprises au monde. Elle appelle les entreprises à aligner leurs activités et stratégies sur dix principes universellement reconnus, dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. Plus de 9000 entreprises ont déjà adhéré à cette initiative dans plus de 160 pays à travers le monde.

Quel intérêt pour les Pays-Bas ?

Au delà de la conviction que les principes relatifs à la Responsabilité sociétale des entreprises devraient être respectés par toutes les entreprises, les Pays-Bas croit qu'il est nécessaire de stimuler ce processus là où il sera possible. La promotion d'une image plus positive des entreprises œuvrant au Congo bénéficierait beaucoup à l'économie du pays. Les entreprises faisant partie du réseau Global Compact obtiendront la reconnaissance internationale de leur fiabilité et qualité. Ce qui attirera automatiquement, au niveau international, plus d'intérêt commercial pour le pays ainsi que les entreprises congolaises membres du réseau Global Compact.

A propos du réseau Global Compact en RDC

Les entreprises membres de Global Compact en RDC se sont réunies en une association sans but lucratif dénommée « UN Global Compact de la RDC asbl ».



Le souhait de ces entreprises est d'étendre le réseau à d'autres organisations qui défendent les mêmes valeurs afin de constituer un véritable front commun/ coalition d'entreprises œuvrant en RDC et intéressées par la thématique de la RSE.

Plus de Renseignements

Monsieur Félix Baengenga

Secrétaire Général du Réseau local Global Compact RDC

baengenga.f@jnconsulting.cd

www.unglobalcompact.org

INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotolo
Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa
Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 -12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou
B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer / Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

Rejoignez-nous sur www.linkedin.com



M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

Mme Merel Geudeke (Stagiaire)

